Le Grain de sable

N° 423 – Mardi 13 mai 2003

GUERRE SOCIALE, GUERRE TOTALE

Dans ce numéro



1- Banque mondiale : après les retraites les autres secteurs (Par Gérard Surdez)
Les extraits suivants sont tirés d'une "boite à outils" préparée par le Département de Communication pour le développement de la vice-Présidence des affaires extérieures de la Banque Mondiale et destinée aux décideurs politiques et économiques voulant préparer la privatisation de leurs services publics en contournant les résistances.

2- Un vent d'effroi souflle sur cette nation (Par Tim Robbins)
Je me souviens des critiques du Président Clinton à l'encontre d'Hollywood pour avoir contribué à la tragédie de la fusillade de Columbine High School -- et ce, alors que nous déversions nos bombes sur le Kosovo. Est-il possible que les violences commises par nos dirigeants aient leur part de responsabilité dans les fantasmes destructeurs de nos adolescents ? Hollywood et le rock and roll sont-ils les seuls coupables? A l'époque, je me souviens avoir lu que l'un des meurtriers avait essayé de s'engager dans l'armée pour combattre sur un vrai champ de bataille une semaine seulement avant de déclencher sa propre guerre dans les couloirs du collège de Columbine.

3- De la guerre sociale à la guerre totale (Par Jean Marie Harribey)
J'ai fait un rêve. Jean-Pierre Rarrafin, bien qu'entouré de lingettes, avait attrapé la pneumopathie. François Filou, frappé d'une extinction de voix après son émission de télé sur les retraites « 100 minutes pour vaincre », était maintenant anéanti par la diphtérie. Jacques Charic, à force d'entrer dans les étables pour flatter le cul des vaches, s'était blessé et avait le tétanos. Nicolas Sarzyko, adulé par les médias, avait la coqueluche. Et, peu de temps après, tous avaient succombé malgré les soins prodigués par le bon docteur Jean-François Mittea qui avait diminué le remboursement du vaccin contre ces trois dernières maladies.

4- Mobilisation contre le G-8 d'Evian (Par www.g8-evian2003.org)
Nous sommes à moins de trois semaines des initiatives, les rendez-vous se précisent et les programmes sont en train d'être connus. Cette "Info rapide" sera donc pleine des ces renseignements indispensables pour chacun(e)s d'entre nous, mais il nous a semblé important de mettre en exergue quelques faits marquants.

Vous avez-rendez-vous avec ATTAC
Liste des événements, réunions, rencontres, débats organisés par un ATTAC dans le monde.

Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« G8, tu veux du pétrole? Viens le chercher sur nos plages » - http://www.attac.info/g8evian

Banque mondiale : après les retraites les autres secteurs

Par Gérard Surdez

Les extraits suivants sont tirés d'une "boite à outils" préparée par le Département de Communication pour le développement de la vice-Présidence des affaires extérieures de la Banque Mondiale et destinée aux décideurs politiques et économiques voulant préparer la privatisation de leurs services publics en contournant les résistances. Il s'agit d'un véritable outil de propagande supposé persuader la majorité que les privatisations se font dans leur intérêt. (diffusion 6/03/2002)

"La privatisation et la réforme du secteur public constituent une large part des programmes d'assistance technique et des prêts de la BM. Ces réformes sont au cœur des normes sociales autour

desquelles la société est organisée. Elles affectent les relations entre institutions gouvernementales et citoyens, exigeant de la part de tous un changement radical d'opinions et de perception sur la nature des biens publics et sur l'équilibre entre responsabilité gouvernementale et opportunités pour le secteur privé. Elles exigent une évolution concernant les droits et obligations de l'ensemble des acteurs et appellent à une mobilisation nationale pour que tous ensemble ils fassent avancer les réformes.

"Au cours de ces 5 dernières années, la demande d'une plus grande participation émanant de la société civile a modifié sérieusement la méthode d'action de la Banque".

"Les projets financés par la BM se trouvent sous le contrôle renforcé du public. Les résultats, traduits en production, ne sont plus suffisants. Les gens veulent en connaître l'impact sur la réduction de pauvreté.

"De nouvelles mesures des performances doivent de plus en plus s'appliquer pour évaluer le degré de satisfaction du service rendu et de consensus socio-politique sur les réformes".

"Les programmes de communication publique ne doivent pas seulement servir à constituer des soutiens aux privatisations mais aussi à promouvoir des changements dans les comportements sociaux et politiques sur le long terme"

"Ces programmes sont basés sur des stratégies mettant en jeu un processus incluant une analyse socio-politique des groupes visés, des messages clés pré-testés et l'emploi des canaux de communication les plus appropriés. Il implique l'analyse des segments affectés par la privatisation du secteur et des mesures à mettre en place pour obtenir leur soutien. Il doit utiliser tous les canaux de communication formels et informels du pays pour informer et consolider le consensus, porter la vision du projet et donner confiance dans le processus de réforme".

"Un grand nombre de programmes de privatisations font face à l'hostilité des partis de l'opposition, des syndicats et du public dans son ensemble quand les gouvernements ne prennent pas les mesures nécessaires pour assurer le soutien social et politique indispensable à leur succès".

En matière d'échecs constatés :

"La privatisation des entrepôts portuaires au Bengladesh; les manutentionnaires que le gouvernement a négligé d'impliquer dans le processus, avaient manifestement peur de perdre leur emploi et ont été particulièrement influencé par l'opposition de leurs leaders syndicaux à la privatisation. Quand un investisseur potentiel s'est présenté pour visiter l'entreprise, un garde portuaire a menacé de le tuer et l'investisseur s'est enfui dans son pays en laissant ce projet sans suite pendant des années".

"En Turquie, la mise en place de filets sociaux de sécurité, incluant les programmes d'ajustement de la main d'œuvre, a été mal programmée dans le temps et a conduit à une résistance acharnée des syndicats".

"Au Mozambique, un sondage réalisé pendant l'application du programme de privatisation a démontré que le public le percevait généralement comme la vente des entreprises publiques aux étranger".

"En 1994, au Sénégal, une privatisation entreprise à un moment où il n'y avait aucun consensus à son sujet, dut s'arrêter. La résistance au processus fut considérable de la part des politiques, des employés des services publics et de la société dans son ensemble".

"En janvier 1995, 41 parlementaires de l'opposition au Kenya rendirent public un communiqué de presse appelant à la démission immédiate du directeur de l'agence pour la privatisation et demandant une enquête sur les activités de l'agence et l'abandon de la transaction".

D'une façon générale, il est surtout reproché le manque d'efforts pour amener le maximum d'acteurs à faire consensus, et en particulier de n'avoir pas suffisamment insisté sur le fait que les privatisations seraient une des causes de la réduction de la pauvreté !!

"Il peut ne pas toujours être possible d'arriver à un large consensus mais informer et éduquer le public et d'autres parties prenantes importantes sur les privatisations et ses effets sera presque toujours la condition préalable à son succès".

"Au Guatemala, un institut de conseil britannique identifia un syndicat important, opposant implacable à la privatisation, comme l'une des parties prenantes. L'objectif de le faire basculer du côté du gouvernement ne semblant pas réalisable, l'institut conseilla au gouvernement de faire au moins le geste de rechercher le soutien du syndicat afin qu'on ne l'accuse pas d'avoir négligé une partie importante au processus. Pour finir, une lettre fut adressée à chaque foyer, à l'intention non pas des employés mais de leur femme soulignant les bénéfices escomptés de la privatisation. Et le personnel soutint la privatisation.

La méthode :

"Une enquête d'opinion, répétée sur plusieurs mois et années, traque les évolutions dans le soutien, et les oppositions, afin de modifier constamment les dessins de la privatisation et d'en changer s'il y a lieu".

"Son analyse doit permettre aux décideurs de déterminer quand, à quelle vitesse et comment privatiser les différentes entreprises publiques".

"Par exemple, l'augmentation des tarifs est l'un des principaux sujets de préoccupation là où les services publics ont été fournis pendant des années à des prix au-dessous de ceux du marché. La recherche en communication doit indiquer par avance à quel niveau les relever pendant la période de transition. Au Nigeria, le résultat de l'enquête d'opinion alerta l'équipe dirigeante sur la réaction du public en cas d'augmentation trop brutale du service des eaux, tout spécialement si cette augmentation était utilisée prioritairement à l'amélioration des gains de productivité, essentiellement supportée par la population de Lagos disposant des plus faibles revenus".

Parmi les objectifs politiques définis par la BM (Tab.2) :

"Réduction de la taille et du champ d'action du secteur public.

"Redéfinition de son champ d'activité afin de se concentrer sur les fonctions gouvernementales essentielles dont la création d'un environnement favorable à la croissance économique du secteur privé.

"Réduction ou élimination de la possibilité pour un futur gouvernement de revenir sur les mesures adoptées".

"Le débat soulevé par les programmes de privatisation en Grande-Bretagne illustre la tension entre des objectifs contradictoires. Un grand nombre d'entreprises ont été vendus sous leur forme monopolistique (British Telecom) ou bénéficiant d'une positon dominante sur leur marché (British Airways). La raison couramment donnée pour une approche de ce type est le souhait de procéder rapidement afin de s'assurer de la coopération des directions des entreprises publiques qui, sinon, auraient pu tenter de faire obstruction aux privatisations et de séduire un large éventail de petits porteurs".

"La privatisation est par dessus tout un processus politique qui peut provoquer une rupture radicale dans la situation des diverses parties prenantes "

La BM cite la démocratisation comme une des causes de l'incertitude politique entraînant des retards et des incertitudes dans les projets d'investissements (Tab.1 "les 5 freins à la privatisation en Afrique)

La BM paraît consciente des éléments suscitant l'opposition aux privatisations : Indépendance nationale, contrôle national sur certaines activités, sauvegarde de "l'intérêt public" crainte d'une concentration de la richesse entre quelques mains, manque de confiance dans le privé, démantèlement industriel, tensions sociales face à la perte d'emploi, augmentation des tarifs. (p.19)

"Une partie de l'effort de communication consiste à médiatiser les personnes qui se font les champions de la réforme".

La BM semble également beaucoup compter sur la crédibilité dont les dirigeants politiques jouiraient dans la population pour la convaincre de se soumettre aux privatisations (tab.4). Bizarrement elle prend comme exemple l'implication de l'ex Président argentin Carlos Menem et de son gouvernement dans la privatisation "réussie" d'Entel (Telecoms) (p.20) ce qui risque de ne pas susciter beaucoup de vocations chez des dirigeants qui seraient tentés de les suivre dans cette voie. D'autant qu'il est en totale contradiction avec deux des objectifs politiques affichés auxquels doivent conduire la privatisation des entreprises publiques (Tab.2) à savoir :

"Réduction des possibilités de corruption et détournement des fonds publics par le gouvernement

"Réduction de la main mise d'un parti politique ou d'un lobby sur l'économie".

Contact pour cet article omc.marseille@attac.org

Un vent d'effroi souffle sur cette nation

Transcription du discours donné par l'acteur Tim Robbins au Club national de la presse à Washington, D.C., le 15 avril 2003.
Traduction. Laurent Vannini. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

TIM ROBBINS : Merci. Et merci de votre invitation. A l'origine, il m'avait été demandé d'intervenir sur la guerre et la situation politique actuelle, mais j'ai décidé de profiter de cette opportunité pour parler de base-ball et du monde du spectacle (rires). Je plaisante… quoi que.

Je ne peux vous décrire à quel point j'ai été touché par l'inconditionnel soutien que m'ont accordé nombre de journaux à travers tout le pays durant ces derniers jours. Je ne pense sincèrement pas que tous les journalistes de ces journaux partagent mon point de vue sur la guerre. Le sentiment d'intense indignation éprouvé par les journalistes lors de l'annulation de notre venue à Cooperstown (1) ne défendait pas ce point de vue mais revendiquait notre droit à l'exprimer librement. Je suis infiniment reconnaissant à ceux d'entre vous qui témoignent toujours d'une foi inconditionnelle dans les droits garantis par la Constitution. Nous avons besoin de vous, la Presse, aujourd'hui plus que jamais. C'est un moment critique pour nous tous.

Malgré l'horreur et la tragédie du 11 septembre, lui a succédé une brève période pendant laquelle je nourrissais un immense espoir, au milieu des larmes et des visages stupéfaits des habitants de New York, sur les ruines de Ground Zero ou nous travaillions et respirions un air mortel, au cœur de la terreur ressentie par mes enfants d'avoir vécu à quelques pas à peine de ce crime contre l'humanité, au milieu de tout cela, je m'agrippais à une lueur d'espoir, présumant naivement que quelque chose de bon pourrait naitre de ce chaos.

J'imaginais nos dirigeants se saisir de ce moment d'unité en Amérique, ce moment pendant lequel personne ne voulait parler de différences entre démocrates et républicains, entre blancs et noirs ou de quelque autre dichotomie ridicule et omniprésente dans nos discussions publiques. J'imaginais nos dirigeants se rendre sur les plateaux de télévision pour annoncer à leurs citoyens que malgré notre volonté commune d'être à Ground Zero, nous ne pouvions pas tous nous y rendre mais qu'il restait beaucoup de travail à accomplir dans tout le pays. Notre aide est sollicitée dans les foyers municipaux pour donner des cours particuliers aux enfants, leur apprendre à lire. Notre travail est requis dans les maisons de retraite pour rendre visite aux personnes seules et aux infirmes, dans les quartiers délabrés pour reconstruire des maisons, nettoyer les parcs et transformer des terrains à l'abandon en terrains de base-ball. J'imaginais une administration qui s'emparerait de cette énergie incroyable, de cette générosité d'esprit et créerait une nouvelle unité dans l'Amérique surgie de la tragédie et du chaos du 11 septembre, une nouvelle unité qui porterait un message aux terroristes de par le monde : si vous nous attaquez, nous deviendrons plus forts, plus honnêtes, mieux éduqués et plus unis. Vous renforcerez nos responsabilités de justice et de démocratie par vos agressions inhumaines contre nous. Tel un Phoenix, nous renaîtrons de nos cendres.

Et puis, il y eut ce discours : Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes contre nous. Les bombardements ont alors commencé. Et le vieux paradigme fut remis à l'ordre du jour par nos dirigeants nous encourageant à faire preuve de patriotisme en consommant et en rejoignant des groupes de volontaires chargés de dénoncer aux autorités nos voisins au comportement suspect.

Durant les 19 mois qui se sont écoulés depuis le 11 septembre, nous avons vu notre démocratie compromise par la peur et la haine. Des droits fondamentaux inaliénables, l'application de la loi, le caractère sacré du foyer ont été subitement mis en péril dans un climat de peur. L'unité du peuple américain s'est disloquée dans l'amertume, et une population mondiale qui nous exprimait sa profonde sympathie et son soutien est devenue méprisante et méfiante à notre égard, nous considérant comme nous considérions autrefois l'union soviétique, comme un état voyou.

Le week end dernier, Suzan, moi et les trois enfants sommes allés en Floride pour une grande réunion de famille. Entre l'alcool et les cabrioles des petits se précipitant sur les sucreries, nous avons, bien entendu, discuté de la guerre. Et la chose la plus effrayante durant ces deux jours fut le nombre de fois ou nous avons été remerciés pour nous être opposés publiquement à la guerre parceque ceux qui nous parlaient trouvaient dangereux le fait de s'exprimer de la sorte au sein de leur propre communauté, dans leur propre vie. Continuez, nous disaient ils. Je suis resté sans voix.

Un proche me raconte que le professeur d'histoire de son fils de 11 ans, mon neveu, lui enseigne que Suzan Sarandon met en danger les troupes américaines de par son opposition à la guerre. Un professeur d'une autre école demande à notre nièce si nous comptons assister à la pièce de théatre de l'école. « Ils ne sont pas les bienvenus », a déclamé le modeleur d'esprits en herbe.

Un autre membre de ma famille me parle de la décision d'une commission scolaire d'annuler une classe d'instruction civique proposant de respecter une minute de silence pour les victimes de la guerre, simplement parceque les étudiants incluaient dans leur prière muette les civils irakiens tués

Un professeur dans l'école d'un autre de mes neveux est viré pour avoir revêtu un tee-shirt portant le signe de la paix. Et un ami de la famille dit avoir écouté la radio dans le sud et entendu l'animateur de l'émission à débats appeler au meurtre des personnalités de l'activisme anti-guerre. Des menaces de mort ont été retrouvées devant la porte d'autres célébrités ayant rejoint le front du refus. Des membres de notre famille ont reçu des couriels et des appels téléphoniques d'intimidation. Et mon fils de 13 ans, qui n'avait jamais fait de mal à personne, a été récemment tourmenté et humilié par un tordu sadique qui rédige, ou plutôt macule ses chroniques avec ses ongles boueux.

Suzan et moi avons été catalogués comme traitres, accolytes de saddam, et affublés de nombreux autres epithètes par les tabloids australiens se prétendant appartenir à la presse d'actualité, et par leurs cousins, férus de justice et d'équité, diffusés sur internet, la 19th century fox (rires). Je demande pardon à Gore Vidal (rires).

Il y a deux semaines de cela, l'United Way (2) a annulé la venue de Suzan à une conférence sur le leadership féminin. Et la semaine dernière, nous avons tous deux été avertis que ni nos personnes ni le premier amendement n'étions les bienvenus au Baseball hall of fame (panthéon du base-ball).

Un quinquagénaire célèbre du rock and roll m'a appelé la semaine dernière pour me remercier des propos que je tiens contre la guerre, puis a m'a expliqué pourquoi lui-même ne pouvait parler publiquement dans ce sens de peur des représailles de Clear Channel (3). « Ils font la promotion de nos concerts » me dit-il « Ils sont propriétaires de la plupart des radios qui diffusent notre musique. Je ne peux pas critiquer ouvertement la guerre »

Et ici même à Washington, lors d'une conférence de presse, Helen Thomas (4) a été exilée au fond de la salle et ignorée après avoir demandé à Ari fleischer (5) si le fait de montrer les prisonniers de guerre de

Guantanamo à la télévision ne constituait pas une violation des conventions de Genève.

Un vent d'effroi souffle sur cette nation. Une consigne de la maison blanche et de ses alliés se propage dans les radios à débats, sur Clear Channel et dans Cooperstown. Si quelqu'un s'oppose à cette Administration, il peut s'exposer et s'exposera à des représailles.

Chaque jour, les ondes grouillent de messages en forme d'avertissement, de menaces implicites ou explicites, d'invectives rageuses et de haine dirigés contre les voix dissidentes. Et le public reste muré dans son opposition silencieuse et sa peur, tout comme le sont famille et amis que j'ai rencontrés ce week end.

Je suis fatigué d'entendre à longueur de journée qu'Hollywood est contre la guerre. Les grosses pointures hollywoodiennes, Les véritables agents du pouvoir et les vedettes de première de couverture sont restés majoritairement muets sur la question. Mais Hollywood, la légende, a toujours été une cible de choix.

Je me souviens des critiques du Président Clinton à l'encontre d'Hollywood pour avoir contribué à la tragédie de la fusillade de Columbine High School -- et ce, alors que nous déversions nos bombes sur le Kosovo. Est-il possible que les violences commises par nos dirigeants aient leur part de responsabilité dans les fantasmes destructeurs de nos adolescents ? Hollywood et le rock and roll sont-ils les seuls coupables?

A l'époque, je me souviens avoir lu que l'un des meurtriers avait essayé de s'engager dans l'armée pour combattre sur un vrai champ de bataille une semaine seulement avant de déclencher sa propre guerre dans les couloirs du collège de Columbine. Sur le moment, j'en avais parlé à la presse. Et curieusement, personne ne m'a alors accusé d'anti-patriotisme pour avoir critiqué Clinton. Finalement, les radios patriotes qui nous jugent traitres à la nation aujourd'hui sont celles qui lancèrent des attaques personnelles contre le président durant la guerre au Kosovo.

Les politiciens de renom qui dénoncèrent la violence au cinéma – les détracteurs d'Hollywood, si je peux les appeler ainsi – sont ceux qui, récemment, ont donné les pleins pouvoirs à notre président pour déchaîner des actes de brutalité bien réels dans la guerre en cours. Ils voudraient que nous cessions de produire des films de fictions violents mais approuvent la violence hors des salles de cinéma.

Et les mêmes personnes, tolérant ces actes de guerre, ne veulent pas voir la réalité des violences associées paraître dans les journaux télévisés nocturnes. Contrairement au reste du monde, la couverture médiatique de la guerre est édulcorée, sans la moindre trace de carnage ou des dégats causés à nos soldats ou aux femmes et enfants en Irak. La violence comme concept, une abstraction – c'est vraiment étonnant.

Alors que nous applaudissons le réalisme cru de la scène de bataille ouvrant le film « il faut sauver le soldat Ryan », nous nous recroquevillons à l'idée de voir de semblables images aux actualités du soir. Cela serait pornographique, nous dit on. Nous ne voulons pas une once de réalité s'immiscer dans notre vraie vie. Nous demandons à ce que la guerre soit minutieusement reproduite à l'écran, mais qu'elle reste imaginaire et conceptualisée dans notre quotidien.

Et qu'en est il de l'opposition politique dans l'antre de ceffe folie ? Où sont donc passés tous les Démocrates ? Les jours s'en vont, ils ne demeurent pas (applaudissements). Avec toutes mes excuses au Sénateur Robert Byrd, je dois avouer qu'il est plutôt embarassant de vivre dans un pays ou un comédien d'un mètre cinquante cinq a plus de tripes que la plupart des politiciens (applaudissements). Nous avons besoin de leaders, pas de pragmatistes qui tremblent face aux zones d'influence d'anciens journalistes du divertissement. Nous avons besoins de leaders qui comprennent la constitution, de députés qui n'abandonnent pas dans un moment de panique leur pouvoir le plus important, le droit de déclarer la guerre au gouvernement. Et, par pitié, est ce que quelqu'un peut faire taire le chœur à l'unisson du Congrès ?(rires)

Dans une période ou l'ensemble des citoyens célèbrent la libération d'un pays par peur de perdre leur propre liberté, ou une administration officielle déclenche une campagne médiatique remettant en question le patriotisme d'un vétéran du Vietnam amputé d'une jambe et candidat à un poste de député au Congrès, ou des gens dans tout le pays ont peur des représailles s'ils usent de leur liberté d'expression, il est temps de se mettre en colère. Il est temps de se montrer virulent. Et il suffit d'un rien pour inverser la tendance. Mon neveu de 11 ans, cité précédemment, un gamin timide qui ne parle jamais en cours, s'est levé devant son professeur d'histoire mettant en doute le patriotisme de Suzan. « Vous parlez de ma tante. Arrêtez. » Et le professeur abasourdi de faire marche arrière et balbutier des compliments embarrassés.

Des rédacteurs sportifs dans tous les Etats-Unis ont réagi avec une telle incroyable furie au Hall of Fame que son président a du admettre qu'il avait fait une erreur, et la ligue majeure de base-ball a nié toute implication dans la décision prise par ce même président. Un petit tyran peut être stoppé, une foule également. Il suffit d'une seule personne courageuse dont la voix ne tremble pas.

Les journalistes de ce pays peuvent riposter aux attaques de ceux qui voudraient faire d'un second Patriot Act (« Provide Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism") notre nouvelle constitution. Si Hollywood devait en faire un film, il aurait comme titre « Patriot 2 ». Nous comptons sur

vous pour jouer dans ce film. Les journalistes insisteraient sur le fait qu'ils ne veulent pas être les marionnettes de propagande de cette Administration (Applaudisserment). Le prochain correspondant désigné par Ari Fleischer pour prendre la parole lors d'une conférence de presse à la maison blanche devrait passer le relais au fond de la salle, au journaliste exilé du jour * (applaudissements). Et chaque nouvelle tentative de menace à l'encontre de la liberté d'expression devrait être combattue. Toute acceptation de l'intimidation aujourd'hui ne fera qu'engendrer plus d'intimidation. Vous avez, que vous le vouliez ou non, une énorme responsabilité et un gigantesque pouvoir : l'avenir de notre droit à parler, gage de la santé de cette république, est entre vos mains, que vous soyez de droite ou de gauche. Le moment est venu de vous emparer de la destinée que vous avez choisi.

Nous vous confions la pérennité de notre démocratie et comptons sur vos plumes pour devenir plus forts ? Des millions de personnes regardent et attendent, saisis de frustration muette et d'espoir – espérant que quelqu'un va défendre le sens exact et l'esprit de notre constitution, va défier l'intimidation qui nous est adressé quotidiennement au nom de la sécurité nationale et de notions perverties de patriotisme.

Notre capacité à refuser, et notre droit inhérent à interroger nos dirigeants et à critiquer leurs actions définit qui nous sommes. Permettre que ces droits nous soient retirés devant le visage de la peur, punir des personnes pour leurs idées, limiter l'accès d'opinions divergentes aux médias d'actualité, c'est reconnaître la défaite de notre démocratie. Un défi est à relever aujourd'hui. Une vague de haine cherche à nous diviser – droite et gauche, partisans de la guerre et front du refus. Au nom de mon neveu de 11 ans et de toutes les victimes anonymes de cet environnement hostile et improductif de peur, essayons de trouver nos racines communes en tant que nation. Célébrons cette grandiose et glorieuse expérience qui a survécu pendant 227 années. Pour cela, nous devons honorer et défendre avec vigilance les choses qui nous unissent – comme la liberté, le premier amendement et, aussi, le base-ball.

· * en français dans le texte
· (1) pour la célébration du 15ème anniversaire du film "Bull durham", dans lequel jouent Tim Robbins et Suzan Sarandon, au hall of fame du baseball de Cooperstown.
· (2) United way de Tampa Bay – United way of America est une organisation nationale regroupant 1400 entités locales – ce sont des centres communautires de bénévoles.
· (3) Groupe international de communication, d'affichage publicitaire et de médias.
· (4) journaliste de la United Press International – octogénaire – « doyenne » des journalistes
· (5) Porte Parole de la maison blanche.

De la guerre sociale à la guerre totale

Mini-tragi-comédie invraisemblable

Par Jean-Marie Harribey

Créée le 1er mai 2003 au Forum Social Local de Bordeaux

Personnages, par ordre d'entrée en scène

Le récitant
Le Ministre de l'Information dirigée
Le Baron
Le Marquis
Le Président de la République par intérim
Le Ministre du Patronat
Le Ministre de la Défense
Le Ministre de la Sécurité intérieure

J'ai fait un rêve. Jean-Pierre Rarrafin, bien qu'entouré de lingettes, avait attrapé la pneumopathie. François Filou, frappé d'une extinction de voix après son émission de télé sur les retraites « 100 minutes pour vaincre », était maintenant anéanti par la diphtérie. Jacques Chirac, à force d'entrer dans les étables pour flatter le cul des vaches, s'était blessé et avait le tétanos. Nicolas Sarzyko, adulé par les media, avait la coqueluche. Et, peu de temps après, tous avaient succombé malgré les soins prodigués par le bon docteur Jean-François Mittea qui avait diminué le remboursement du vaccin contre ces trois dernières maladies.

Un vent de panique soufflait parmi les rescapés du gouvernement et des hautes sphères de la société. La plupart pliaient bagages et la France, plus de deux siècles après, connaissait une nouvelle fuite des émigrés. Quelques teigneux plus résistants que les autres s'auto-proclamèrent gouvernement provisoire : M. Mittea qui avait constitué des stocks personnels de vaccins et de médicaments, achetés avant la décision de baisser les remboursements, Mme MAM, ministre de la Défense qui ne sortait qu'avec un masque à gaz, le clone de M. Sarzyko car notre ancien ministre de l'Intérieur, prévoyant, s'était fait cloner secrètement, M. Francis Océan, confirmé dans ses fonctions de ministre du Patronat et enfin M. Jean-Marc Forestier, chroniqueur économique libéral, nommé nouveau ministre de l'Information dirigée en raison de ses talents oratoires.

La suite de mon rêve se déroulait en trois tableaux successifs.

Premier tableau : causerie

Le nouveau ministre de l'Information dirigée effectuait ce matin sa première causerie informative. Voici le texte de son intervention.

« Le gouvernement provisoire a pris de sages décisions. Il a allongé la liste des médicaments moins remboursés, il a allongé la durée de cotisations pour

obtenir une retraite à taux plein et il a rallongé les crédits alloués aux ministères de la Défense et de l'Intérieur.

Toutes ces rallonges vont dans le bon sens pour trois raisons.

Premier point : la Sécurité sociale est en déficit. Les Français se soignent trop, tout le monde le sait. Le ministre de la Santé dont personne ne peut douter des compétences médicales l'a reconnu. La gratuité des soins et des vaccins, non seulement donne de mauvaises habitudes, mais entraîne une diminution trop importante de la mortalité infantile. Or, tout le monde le sait, c'est la baisse de la mortalité infantile qui relève la durée moyenne de vie, la fameuse espérance de vie.

Et, deuxième point, tout le monde le sait aussi, l'espérance de vie est la plaie des systèmes de retraites. Nous avions trop tardé à prendre la décision. C'est fait : les Français cotiseront plus longtemps, ils percevront moins et les équilibres seront rétablis.

Ainsi, pour la première fois depuis bien longtemps, un gouvernement prend des décisions cohérentes entre elles : moins de dépenses, plus de recettes.

Alors, les syndicats vont crier, mais ils ne feront que leur métier. On peut conjecturer (j'en profite pour vous apprendre un nouveau mot car nous avons limogé M. Alain Rey, jugé trop cultivé pour les Français : conjecturer, du latin conjecturare, qui signifie faire une hypothèse), on peut conjecturer que la grogne s'apaisera vite quand on saura que le gouvernement compte développer l'emploi en embauchant dans l'armée et la police.

Et c'est le troisième point. Mme MAM et M. Sarzyko-bis ont annoncé un programme de recrutement de militaires et de policiers. Des enquêtes très sérieuses aux Etats-Unis ont en effet montré que le besoin de sécurité était devenu le premier besoin exprimé par toutes les couches de la population, riches et pauvres. La grande innovation sociale du XXIe siècle sera de faire garder les riches par les pauvres. De ce fait, les pauvres n'auront plus la tentation de la délinquance puisqu'ils auront un emploi sûr et à durée indéterminée. Les riches seront donc doublement tranquilles : ils seront gardés et ne susciteront plus de jalousies. Je profite de cette causerie pour rappeler que le grand Adam Smith écrivait déjà en 1776 : « Le gouvernement civil, en tant qu'il a pour objet la sûreté des propriétés, est, dans la réalité, institué pour défendre les riches contre les pauvres, ou bien, ceux qui ont quelque propriété contre ceux qui n'en ont point. » Ainsi, les premiers peuvent « dormir avec tranquillité ».

Tout le monde en convient aujourd'hui, le gouvernement précédent avait adopté une attitude imprudente en refusant de s'associer à la libération de l'Irak. Distancés dans la course aux nouvelles technologies, éliminés du marché de la reconstruction, il nous fallait revenir dans la compétition internationale. Avec l'augmentation des crédits militaires, nous serons prêts pour la prochaine guerre qui ne tardera pas car le pétrole s'épuise et les pauvres du monde entier nous regardent menaçants. Je le répète, la sécurité devient le premier besoin. Le XXe siècle, sous des influences néfastes, avait inventé la sécurité sociale, au XXIe, nous inventerons la sécurité financière.

En tant que ministre de l'Information dirigée, je viendrai chaque matin vous apprendre un mot nouveau et une philosophie nouvelle. »

Deuxième tableau : la fuite des émigrés

Dans une chaise à porteurs, Monsieur le Baron Ernest-Antoine Teillière et Monsieur le Marquis Edouard Balludar s'éloignent du foyer de la contagion protéiforme qui gagne la France entière. Tout en morigénant leurs porteurs toujours trop lents à leur goût raffiné, ils devisent plaisamment.

« Mon cher Edouard, je suis ravi de voyager en votre compagnie. J'espère que vos rhumatismes ne vous font pas trop souffrir.

Mon cher Ernest-Antoine, je vous remercie infiniment. J'ai demandé à mon collègue Mittea de ne pas supprimer la prise en charge des cures thermales pour cette année car Marie-Josephe avait déjà retenu depuis plusieurs mois une suite au Carlton de notre station thermale préférée. Et oui, mes articulations nécessitent beaucoup d'égards. Ah, si nous pouvions restaurer la flexibilité de nos membres comme vous l'avez fait dans l'économie, quelle victoire ce serait !

Mon cher Edouard, en effet, quelle victoire ! Flexibilité de l'emploi qui monte et qui descend au gré de nos besoins. Flexibilité des heures de travail que nous avons arrachée à ce Jospin qui ne s'est pas montré mauvais bougre finalement. Et puis surtout, flexibilité de la durée de cotisations pour les retraites. C'est notre meilleur coup.

Mon cher Ernest-Antoine, je suis profondément admiratif. Non seulement, vous avez réussi à obtenir une durée de 40 ans pour tous les manants, mais vous avez arraché le principe d'une augmentation continue qui ne s'arrêtera jamais.

Mon cher Edouard, tout le mérite vous en revient. Ce fut une idée formidable de dissocier les problèmes en 1993. Dans un premier temps, vous avez réglé le compte des gueux du privé. Maintenant on règle celui de nos serviteurs du public au nom de l'équité. Et on recommence tous les cinq ans. C'est proprement génial.

Oui, mon cher Ernest-Antoine, je reconnais en toute modestie que je l'avais bien pensé. Mais remarquez que ce parvenu de Juppé a failli tout faire rater en 1995. Heureusement, l'inertie de la gauche nous a permis

d'amorcer la Restauration. Mais le meilleur est encore à venir.

Mon cher Edouard, vous me faites saliver. De quoi s'agit-il ?

Mon cher Ernest-Antoine, si l'on oblige les manants à cotiser plus longtemps, de deux choses l'une : ou ils y parviennent et alors le chômage augmentera puisqu'on allonge la durée du travail de ceux qui conservent un emploi et ce chômage pèsera sur les salaires ; ou bien ils n'y parviennent pas et le niveau des pensions à verser diminuera. Dans les deux cas, tout l'accroissement de la production reviendra aux actionnaires et aux entreprises. Notre grande astuce dans le débat sur les retraites a consisté à laisser dans l'ombre la progression de la productivité des manants et à ne parler que du vieillissement. Aïe, ma hanche ! C'est encore la faute de ces manants de porteurs.

Mon cher Edouard, vous avez l'art et la manière de dire les choses. J'avais de mon côté dessiné la refondation sociale. Cela a eu moins de succès, mais au fond l'idée était la même. Conserver l'acquis des vingt dernières années qui ont vu la part de nos profits augmenter de 10 points dans le PIB puisqu'elle est passée de 30 à 40%. Et 10 points, cela représente 150 milliards d'euros par an. J'ose à peine imaginer la somme que cela atteindra dans 40 ans si cette évolution se poursuit.

Mon cher Ernest-Antoine, il n'y a pas de raison que cette évolution s'arrête. Les choses sont dorénavant verrouillées. Le fruit du travail des manants nous appartient. Ils voulaient des droits, nous avons le contrat.

Mon cher Edouard, une chose me tracasse cependant. Comment développer les fonds de pension si nos gueux n'ont pas de salaires suffisants pour épargner ? Je crains qu'on ne s'aperçoive que les fonds de pension ne produisent rien et que les gueux sont notre seule ressource. J'ai fini par comprendre ce que me disait toujours mon ex-bras droit, Denis Lessker : « Lisez Karl Marx, me répétait-il, et quand vous voyagez emportez votre Capital. » Au début, je croyais qu'il parlait simplement de ma fortune, mais maintenant j'emporte les deux.

Mon cher Ernest-Antoine, je fais comme vous. Tenez, voici mon exemplaire du Capital et, par mesure de précaution, je glisse à l'intérieur toutes mes cartes de crédit en guise de marque-pages, dans le cas où nous serions arrêtés à Varennes par quelques manants récalcitrants qui manifesteraient. Je vous propose de lire un passage de ce Marx qu'on ne louera jamais assez pour nous avoir expliqué comment marchait notre propre système : « La journée de travail comprend 24 heures pleines, déduction faite des quelques heures de repos sans lesquelles la force de travail refuse absolument de reprendre son service. Il est évident que le travailleur n'est rien autre chose sa vie durant que force de travail, et qu'en conséquence tout son temps disponible est, de droit et naturellement, temps de travail appartenant au capital et à la capitalisation. Du temps pour l'éducation, pour le développement intellectuel, pour l'accomplissement des fonctions sociales, pour des relations avec parents et amis, pour le libre jeu du corps et des forces de l'esprit, même pour la célébration du dimanche, et cela dans le pays des sanctificateurs du dimanche, pure niaiserie ! »

Mon cher Edouard, quel merveilleux conteur de notre histoire capitaliste que ce diable de Marx ! Je n'avais pas encore lu ce passage car je n'en suis qu'au début. Mais j'avais eu l'intuition qu'il fallait surtout veiller à ne jamais baisser la durée du travail et au contraire l'augmenter avec l'espérance de vie. D'ailleurs, j'avais fait un bon mot en sortant de mes entretiens à Matignon : finie la récréation de Jospin, au travail !

Mon cher Ernest-Antoine, c'est le secret : en temps de paix, tout le monde au travail sauf les chômeurs nécessaires dans la réserve ; en temps de guerre, un maximum de dommages collatéraux. Ah, combien j'ai souffert pendant ce temps où la France était en disgrâce auprès de nos amis américains ! Aïe, ma hanche, vils manants !

Mon cher Edouard, nous avons passé Varennes sans encombre, nous filons vers la Suisse où je dépose mon butin à Davos, et ensuite nous nous dirigerons vers Monaco ou quelque autre paradis de votre choix.

Mon cher Ernest-Antoine, il faudra que nous fassions savoir au gouvernement provisoire qu'il serait peut-être souhaitable de lancer une campagne d'information au sujet des bienfaits des paradis fiscaux qui contribuent au renforcement de la sécurité. Cette idée de sécurité financière que j'ai entendue ce matin dans la bouche de notre ministre de l'Information dirigée me plaît. Il faudra qu'il y revienne. Cet homme est utile : il ne comprend rien à l'économie, mais il est pédagogue car il sait bâtir des explications en trois points. Cela me rappelle ma jeunesse à l'ENA. Aïe, ma hanche, vils manants, faites attention, sacrebleu ! »

Troisième tableau : guerre sociale ou guerre tout court?

Le gouvernement provisoire tient son premier Conseil des ministres. Y assistent le Président du Sénat, Monsieur Christian Loncepet, Président de la République par intérim, Mme MAM, ministre de la Défense, M. Sarzyko-bis, ministre cloné de la Sécurité intérieure, le Docteur Mittea, ministre de la Santé privée, M. Océan, ministre du Patronat et M. Forestier, ministre de l'Information dirigée.

Le Président par intérim ouvre la séance avec solennité : « Madame et Messieurs les Ministres, notre responsabilité est immense car nous devons répondre à une question que les gouvernements successifs de la France ont trop longtemps éludée : faut-il déclencher d'abord la guerre tout court ou la guerre sociale ? Comme les impératifs de l'économie comptent parmi

les premiers critères de notre jugement et que la sanction du marché est sans appel, je vous propose de donner la parole à M. le Ministre du Patronat qui nous exposera la situation économique. »

Le Ministre du Patronat se lève et, prenant son air le plus grave, déclare : « Monsieur le Président, mes chers collègues, la situation est préoccupante. L'économie est en récession. La croissance s'est arrêtée et les perspectives de reprise sont minces car les bénéfices des entreprises très importants sont tout de même entrés dans une phase de ralentissement. Par conséquent, l'investissement risque de chuter et la récession durer plus longtemps que prévu, d'autant plus que les incertitudes des cours boursiers entretiennent la frilosité des opérateurs financiers. La confiance a disparu. Notre problème est donc de redonner espoir aux Français en la capacité de notre pays d'être une grande puissance. Compte tenu des crédits importants que nous avons déjà décidé d'allouer à la Défense nationale, je ne vois qu'un moyen de rétablir la confiance, comme l'a fait le gouvernement des Etats-Unis vis-à-vis des Américains : faire la guerre. D'une part, cela donnerait un coup de fouet à nos industries, notamment à GIAT-Industrie, lourdement handicapée par notre absence des conflits majeurs récents. D'autre part, la guerre nous permettrait de diminuer les tensions sur le marché du travail. Et vous savez que nos services du ministère du Patronat enregistrent quotidiennement une montée du chômage. Je pense que Mme la ministre de la Défense sera de mon avis. »

Celle-ci prend la parole : « La guerre ! Ah, j'en pince ! Rendez-vous compte, je suis la première femme ministre de la Défense. Que serais-je sans guerre ? Je ne serais qu'un ministre, pardon une ministre, sans sa raison d'être. Un ministre de l'Education, il peut écrire sa lettre à ceux qui aiment l'école. Un ministre de la Santé, il peut diminuer la prise en charge des médicaments. Un ministre de l'Intérieur, il peut mettre les prostituées en prison et les immigrés dans des charters. Mais un ministre de la Défense, quelle trace peut-il laisser dans l'histoire s'il n'a pas de guerre ? Ah, je veux être la première Amazone des temps modernes ! »

Devant tant de poésie déclamée avec les accents de George Sand face aux communards de 1871, le Conseil des ministres reste un moment silencieux jusqu'à ce que M. Sarzyko-bis, ministre de la Sécurité intérieure prenne à son tour la parole : « Monsieur le Président, Madame et Messieurs, chers collègues, nous ne sommes pas prêts. Les crédits qui sont attribués à mon ministère ont certes augmenté mais beaucoup moins que ceux du ministère de la Défense. Je crois donc indispensable de procéder dans un premier temps à un nettoyage de l'intérieur. Trop de drogués, trop de prostituées, trop d'immigrés que je suis obligé de disputer à Le Pen dans la tête des Français, trop de Rmistes faisant la fine bouche devant les emplois qu'on leur propose. Monsieur le ministre du Patronat devrait commencer par supprimer le SMIC. »

Le Président par intérim, qui ignorait qu'il existait un SMIC car on n'en parle jamais au Sénat, l'interrompt : « Voyons, Monsieur le ministre de la Sécurité intérieure, quel rapport cela a-t-il avec notre sujet ? »

Le ministre du Patronat vient au secours de son collègue : « Il est vrai que nous sommes devant un paradoxe. Nous voulons limiter les dépenses de santé prises en charge par la société et limiter les pensions versées aux retraités alors que nous ne touchons que marginalement aux salaires. Il serait plus judicieux de baisser drastiquement les salaires, par exemple en supprimant l'obligation qu'ont les entreprises de respecter le SMIC. Ainsi, les prestations sociales qui sont toujours proportionnées aux salaires par le biais des cotisations baisseront automatiquement. Nous sommes engagés dans une guerre économique mondiale. Nous ne l'emporterons que si nous gagnons auparavant la guerre sociale. Pour harmoniser nos points de vue, je propose donc le scénario suivant. D'abord, la guerre sociale, et on gagne ; puis, la guerre économique, et on gagne ; enfin, la guerre tout court pour avoir la paix avec tous les pauvres du monde. La guerre pour la paix, cela s'appelle la dialectique. »

Le ministre du Patronat, gonflé de son envolée martiale, se tait pour mettre un casque sur la tête et des écouteurs autour des oreilles. Il reprend : « J'ai en direct mon parrain, Monsieur le Président du Patronat français, Ernest-Antoine Teillière, qui se trouve à Davos en compagnie de notre ancien Premier ministre, son Excellence Monsieur Edouard Balludar. Voici ce qu'il nous dit. » : « Arrêtez vos querelles byzantines, me souffle ce cher Edouard qui s'y connaît, la guerre sociale, la guerre économique et la guerre tout court sont une seule et même chose. La valse, elle a trois temps, mais dans un seul mouvement. Vous devez expliquer aux Français que les sacrifices sont nécessaires pour remporter la guerre économique et que celle-ci a pour but de nous mettre aux premières loges de la puissance militaire. Que fait donc votre ministre de l'Information dirigée ? Dites-lui qu'il nous fasse dès demain une causerie en trois parties :

1. La paix est souhaitable mais la guerre est nécessaire.

2. La paix est une bonne idée mais la guerre est une bonne affaire.

3. La paix fait des heureux mais bien trop nombreux, tandis que la guerre ne fait du tort qu'à ceux qui en sont morts.

La guerre pour notre sécurité, c'est de la dialectique. Lisez Karl Marx, me souffle ce cher Edouard qui souffre de sa hanche. Je vous laisse, mon capital n'attend pas. »

Prenant acte du consensus, le Président de la République par intérim conclut les débats par ces mots : « Madame et Messieurs les ministres, l'affaire est entendue. Je parlerai de paix à la Nation et vous mènerez la guerre. Toutes les guerres, nous en sommes d'accord. La guerre totale. Cependant, il serait plus sage d'organiser un repli du gouvernement sur une ville moins exposée. Que diriez-vous de Bordeaux ? Comme en 40, notre gouvernement serait à l'abri. »

A cet instant, un huissier de la République s'avance vers le Président par intérim et lui présente un fax tombé dans la minute précédente. Il lit :

« Origine du fax : Alain Juppé, Maire de Bordeaux. Vous informons, Monsieur le Président, que la ville de Bordeaux est en ébullition. Un Forum Social Local y a été proclamé. Situation très sérieuse car ce FSL n'a rien d'une Fièvre Syndicale Localisée dont nous avions l'habitude. Craignons de ne pouvoir maîtriser la situation tant la population refuse toute guerre. Croyez-moi, j'ai l'expérience des mouvements sociaux. »

A ce moment-même, je me réveillai et mon rêve s'évanouit. Nous étions tous dans la rue. Ensemble.

Jean-Marie Harribey
Contact pour cet article. harribey@montesquieu.u-bordeaux.fr

Mobilisation contre le G-8 d'Evian

Par www.g8-evian2003.org

10 mai 2003, Info rapide n°3

Le G-8 se réunira à Evian des 1er au 3 juin 2003 à Evian, sur le lac Léman, à quelques dizaines de kilomètres de Genève et quelques centaines de Lyon, Grenoble et Turin.

Une coordination très large d'ONG, d'associations, de syndicats, de partis politiques et de groupes militants s'est mis en place, avec des français, des suisses, des italiens, des allemands et des militants venant d'Europe et du monde entier. Une réunion large de cette coordination s'est tenue les 1er et 2 mars, un appel a été signé par de nombreuses organisations et un site web, www.g8-evian2003.org, contient de nombreux textes, dont les "info rapide" n°1 et 2, et renvoie aux différentes composantes de cette coordination qui organiseront de nombreuses initiatives, à Genève et à Annemasse, dès le jeudi 29 mai.

Cette info rapide n°3 a été écrite à la suite d'une discussion avec les autorités suisses et françaises qui s'est tenu le 3 mai après que se soient réunis des groupes de travail et de réunions du Charg8 et de la coordination parisienne (le 7 mai).

Les faits marquants

Nous sommes à moins de trois semaines des initiatives, les rendez-vous se précisent et les programmes sont en train d'être connus. Cette "Info rapide" sera donc pleine des ces renseignements indispensables pour chacun(e)s d'entre nous, mais il nous a semblé important de mettre en exergue quelques faits marquants.

- Les autorités françaises continuent à ouvrir les portes à la discussion : Jacques Chirac a reçu pendant 4 heures le 30 avril des représentants de mouvements et ONG pour discuter du G8, et il avait déjà reçu les syndicats français et internationaux sur le même sujet. En cohérence avec cette posture, les négociations avec autorités ont permis d'aboutir sur les différents dossiers pratiques, villages alternatifs, lieux pour les conférences, parcours de manifestation, etc.

- Mais dans le même temps, les préparatifs sécuritaires se renforcent : exercices sur le lac Léman, bouclage d'une zone rouge extrêmement étendue, montage de préfabriqués pour permettre des interpellations massives, etc. Dans ce cadre, une mesure nous paraît particulièrement grave : l'existence et l'utilisation de "listes noires" dans l'espace européen de militants qui ne seraient pas autorisés à entrer en France, nous y reviendrons.

- La tension sécuritaire est particulièrement sensible côté suisse : après quelques incidents (vitrine détruite) à Lausanne pendant le 1er mai, des responsables politiques de droite demandent l'interdiction de la manifestation du 1er juin et la presse helvétique est pleine de débat sur cette question.

- Dernier élément, mais pas le moins important : la situation sociale en France. Le gouvernement a présenté un projet de loi sur les retraites qui repousse de plusieurs années l'âge de départ à la retraite et qui aboutira à des baisses de revenu pour les futurs retraités. Une grève de 24h et des manifestations à l'appel de tous les syndicats sont organisées le 13 mai et plusieurs syndicats préparent une manifestation nationale le dimanche 25 mai. Entre ces deux dates, des grèves reconductibles vont commencer dans plusieurs secteurs, en particulier chez les enseignants. La réussite de ces grèves et manifestations vont peser sur la mobilisation pour le G8. Si un échec pourrait décourager une partie de ceux qui voudraient manifester à Genève et Annemasse, une réussite des mobilisations en défense des retraites pourrait jouer en faveur d'une mobilisation contre le G8 qui est un des lieux qui impulsent les politiques libérales.

Le matériel de mobilisation et information Une affiche unitaire (en français) a été imprimée, vous trouverez les fichiers pdf sur le site, mais vous pouvez aussi la commander (format A2, soit 40/60) à Aguirre : + 33 6 89 30 21 47

Un 4 pages d'information est en train d'être réalisé. Il comportera une carte avec la localisation des

principaux lieux militants à connaître à Genève et Annemasse et une présentation des principales activités (débats, conférences, rencontres militantes, etc.). Ce 4 pages sera publié dans "Le Courrier", un quotidien genevois et "Politis" un hebdomadaire français.

Les frontières

Un des groupes de travail avec les autorités portait sur la question des frontières (cf. info rapide n°1 et 2). Comme nous l'avons déjà annoncé, les accords de Schengen seront suspendus et les contrôles aux frontières rétablis.

La police cherchera les armes, y compris ce qui est considéré comme armes par destination (manches de pioche, battes de base-ball, etc.), faite attention aux couteaux, qui sont considérés comme armes quand ils ont une lame fixe et aux masques à gaz d'origine militaire qui sont, en France, considérés comme des armes.

Un accord a été trouvé sur les mineurs qui doivent, s'ils n'ont pas de passeport mais seulement une carte d'identité, avoir une autorisation parentale. "Exceptionnellement", cette autorisation ne sera pas nécessaire. De même des délégations de sans-papiers seront autorisées à entrer sur le territoire française, le risque existant par contre au retour, à l'évidence pour la Grande-Bretagne qui n'appartient pas à la zone Schengen, mais aussi pour d'autres pays (Espagne et Italie en particulier), prenez contact avec les autorités de vos pays si vous avez des délégations de sans-papiers.

Pour gérer tout cela, nous aurons des contacts réguliers avec les autorités concernées (Police de l'Air et des frontières). Contacter Ludo à ludo@samizdat.net pour annoncer les heures et les frontières par lesquelles vous comptez passer. Le principal problème, celui qui, politiquement, est le plus scandaleux, concerne les "listes noires". A l'origine les autorités en avaient nié l'existence, ne parlant que du fichier des personnes recherchées, puis ils nous avaient garanti que seuls ceux qui seraient condamnés par des tribunaux pour violences seraient reconduit à la frontière. Maintenant, les autorités admettent qu'ils ne sauront pas les raisons pour lesquels tel ou tel sera sur la liste, les listes étant établies par chaque gouvernement qui les transmet à leurs homologues européens.

De telles listes sont injustifiables, et nous commençons une campagne sur le sujet avec la Syndicat de la Magistrature, le Syndicat des Avocats de France et la Ligue des Droits de l'Homme. Des contacts sont pris en parallèle avec les groupes de la gauche au Parlement européen qui s'étaient déjà mobilisées sur le sujet après Göteborg, quand le principe de telles listes a été discuté par les ministres de l'intérieur de l'Union Européenne.

Rencontre du 30 avril avec Jacques Chirac

Ont participé à cette réunion :

· des associations de collectivités locales (ADF, AMF, CCRE, CUF)

· des associations de défense des droits humains (Amnesty International, FIDH, Reporters sans frontières)

· des associations de défense de l'environnement (Amis de la Terre, Greenpeace, WWF)

· des associations de défense du droit à la santé (Act-up, AIDES, Croix Rouge, MDM, MSF)

· des associations de solidarité internationale (Action contre la Faim, ATD, AGIR ICI, ATTAC, CARE, CCFD, CFSI, CRID, OXFAM International, Secours Catholique, SOLAGRAL, Coordination SUD) Dans sa déclaration liminaire, Jacques Chirac a défini ses priorités :

· Solidarité (NEPAD, eau, santé et SIDA, adaptation des instruments financiers, APD, accès des pays du Sud aux marchés, partenariat public-privé, taxation internationale, allègement de la dette)

· Croissance (assurer le succès du cycle de Doha à Cancun, prémunir les biens culturels, l'agriculture et les services publics d'éducation et de santé)

· Responsabilité (au sens d'une économie de marché responsable, condamnation des scandales financiers, définir une éthique de la gouvernance des entreprises sur le plan social avec le respect des règles de l'OIT, et environnemental, avec la création de l'Organisation Mondiale de l'Environnement)

· Sécurité (après le onze septembre, lutter contre le terrorisme dans le strict respect des droits de l'Homme)

· Démocratie planétaire (Conseil de sécurité économique et social, réunion en entrée du G8 de douze pays émergents et pauvres)

Les associations sont toutes intervenues ; vous trouverez celles-ci ainsi que les différents comptes rendus sur les sites Internet de ces associations.

A Annemasse, centre de convergence, parkings et villages alternatifs

Le centre de convergence est à l'aérodrome, un lieu qui servira également pour le concert du samedi soir. Donc stands des organisations sont possibles et souhaitées... Les sites sensibles (notamment soutes carburant) seront sécurisées par des barrières de chantier (les avions évacués seront « stockés » sur Chambéry et Annecy).

Parkings : La piste principale d'envol de l'aérodrome accueillera un parking voitures (possibilité de stationnement de 1.600 voitures). Le stationnement des cars se fera le long de la Nationale 206 dans les deux sens. La gestion de l'accès entre le stationnement des cars et l'aérodrome sera assurée par la police municipale et des responsables du « contre-sommet » (terme générique pour l'ensemble des manifestations). Villages alternatifs : sur des terrains (30 hectares) jouxtant l'aérodrome qui sont propriété de la commune d'Annemasse et du Maire de Graves-Sales. La communauté d'agglomération (+ Conseil général) et l'État prennent en charge les travaux d'empierrement chemins, accès eau, sanitaires (500 WC chimiques), électricité, lignes téléphoniques (selon cahier des charges remis par le CHARG).

A Annemasse, lieux pour les débats et les logements du samedi 31 mai au soir

Sept sites sont attribués : gymnases Beulet, des Glières, Romain Baz, Gojon, Louis Simon, Jean Mermoz, Auditorium MJC Sud dans lesquels il y aura une "obligation d'entretien des infrastructures", une personne référent devra signer une "convention de bon usage".

En plus des sites dédiés, 17 autres infrastructures peuvent être mobilisées en cas de besoin, cela dépendra nombre de manifestants prévus.

A Annemasse, centre de presse et pôle juridique: Le centre de presse (médias officiels + alternatifs) est situé dans le gymnase Romain Baz à proximité du centre Martin Luther King. Le pôle juridique est situé dans l'espace MLK (salle de 30 places au 1er étage).

Annecy

Des événements seront organisés à Annecy malgré la présence pendant la même semaine d'un festival : 2-3 forums et une fête le 31 soir (une "tartiflette" géante avec produits fournis par la Confédération paysanne).

Genève

Le Conseil d'État a pris un arrêté le 30 avril instituant une structure ad hoc et une 1ère réunion s'est déjà tenue. En plus de la Maison des associations, située au centre ville, les sites mis à disposition seront les stades du "Bout du monde" et du Vessy (commune de Veyrier).

Des équipes fonctionnement et accueil sont créées autour des questions logistique et ravitaillement, énergie, transports, évacuation et voirie, sanitaires, poste médical, parking pour les cars (prévu sur un terrain propriété de l'État de Genève).

D'autres possibilités de mise à disposition de terrains si besoin (dépend du nombre de manifestants prévus).

Prochaine réunion avec les autorités le lundi 5 mai, puis planning soutenu de réunions.

Lausanne

- Le 29 mai, une marche sera organisée au centre de la ville, suivie d'une fête.

- Le 30 mai, activités diverses et un concert le soir.

- Le 31 mai, opération "Le feu au lac", 57 feux sont d'ores et déjà recensés, côtés suisse et français dont 17 sur le canton de Vaud.

- Le dimanche 1er juin : encerclement symbolique des lieux de résidence des délégations. Les Forums auront lieu sur le campus de l'Université et à l'École polytechnique. Le centre de convergence reste à définir.

Manifestation à Genève et Annemasse du dimanche 1er juin, départ à 10h

Côté Annemasse : départ de l'aérodrome, puis Route de Thonon, Route des Vallées. jusqu'au noud autoroute. Côté Genève : Jardin anglais, quais rive gauche, Route de Malagnaud Jonction à la douane de Vallard (dispersion à Étrambières)

Soit un parcours de 10 km au total.

Possibilité d'un 2ème parcours de "délestage" s'il y a "trop" de manifestants (départ possible côté Genève du gymnase du "Bout du monde").

Décision est prise d'attendre le 22 mai pour valider ce 2ème parcours.

Contacts

Trois permanences sont maintenant en place. A Genève, Yoann Boget, + 41 79 216 48 91, info@forumsociallemanique.org

A Annemasse, permanence.annemasse@antig8.org A Paris, Ashby, info@g8-evian2003.org

Prochains rendez-vous

- Le 15 mai à Genève, coordination des mobilisations contre le G-8, 11h au SIT, 16 rue des Chaudronniers, dans la vieille ville.

- Jeudi 22 mai à 10h, discussion avec les autorités au Consulat de France de Genève.

PLUS D'INFORMATIONS Sur www.attac.info/g8evian
Des dizaines de propositions de bus de toute la France et d'autres moyens de transport se trouve publier dans le système de petites annonces automatiques. Vous pouvez contacter les organisateurs et y répondre directement.

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 13-05-2003 >> 20-05-2003

http://attac.org/rdv/index.html

13/05

FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + St Brieuc + Thonon + Concarneau + Chalons en Champagne + Lyon
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

14/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille + Fac Off (Villeneuve d'Ascq)
BELGIQUE BELGIE : http://wb.attac.be/rubrique.php3?id_rubrique=7
Bruxelles
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Esbjerg
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Vantaa
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Brieuc + Saint Dié + Romorantin + Bastia + Tregunc + Allinges + Lyon + Nantes
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

15/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Graz
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Grenoble + Paris 15 + Antony + La Rochette + Quimper + Voiron + Paris 10
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Rogaland

16/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Schlierbach
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København + Beboerhus
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Berlin
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Annecy
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

17/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Dornbirn

DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Koln
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Arras + La Roche sur Yon
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

18/05
NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Koln
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Brest + Paris + Lyon + Cergy Pontoise
HELLAS : http://www.attac-hellas.org/Imerolog.htm
Athens

19/05
NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Koln
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + St Quentin La Poterie + Paris

20/05
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Evreux + Argenteuil + Thionville + Eaubonne + Clisson + Macon
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo